

gagnant plus de 960.000 francs par an [28 décembre 1949] (p. 7474); Art. 5 : *Son amendement tendant à réduire de 20 milliards les crédits d'investissements* (p. 7484); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 6 : *Son amendement relatif à la consolidation des avances faites par le Trésor aux sociétés nationales d'économie mixte* [25 avril 1950] (p. 2815); Art. 15 : *Fonds de soutien aux hydrocarbures et assimilés* (p. 2818); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Crédits prévus pour les investissements privés* [26 avril 1950] (p. 2899, 2900, 2902); *Transfert des crédits à l'agriculture* (p. 2905, 2907); *Son amendement tendant à rétablir le crédit de 22,5 milliards prévu pour les charbonnages de France* (p. 2912, 2913); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4120 : *Prestations en espèces au titre de la sécurité sociale* [5 juin 1950] (p. 4280); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5150 : *Amendement de M. Cartier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prise en charge du déficit de la S. N. C. F. (fermeture de lignes de chemins de fer)* [7 juin 1950] (p. 4433); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (déficit grandissant)* (p. 4437, 4438, 4439, 4440); *le retire* (p. 4440); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Administration centrale (suppression d'emplois et réorganisation des services)* [16 juin 1950] (p. 4933, 4934); Chap. 3040 : *Frais de fonctionnement de l'administration centrale* (p. 4942); Chap. 3140 : *Matériel de l'Institut national de statistiques* (p. 4943, 4944); Chap. 6031 : *Liquidation des comptes spéciaux* (p. 4948). — Dépose une demande d'interpellation sur l'explosion d'un camion de munitions à Boen-sur-Lignon [25 juillet 1950] (p. 5931). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5140 : *Couverture du déficit de la S. N. C. F.* [19 décembre 1950] (p. 9306); — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; Art. 4 : *Amendement de M. Greffier tendant à permettre aux rapporteurs du Conseil économique d'assister aux débats de l'Assemblée Nationale* [7 février 1951] (p. 846); Art. 7 :

Amendement de M. Hugues tendant à supprimer les deux premiers alinéas relatifs à la représentation des régions économiques (p. 878); *Amendement de M. Lavergne tendant à supprimer le dernier alinéa relatif à la consultation de fonctionnaires par le Conseil économique* (p. 879); Art. 15 : *Son amendement tendant à modifier le titre de la loi du 20 août 1947 relative au Conseil économique* (p. 883); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, en qualité de *Rapporteur pour avis* [25 avril 1951] (p. 3936, 3937, 3938); Chap. 1050 : *Demande de rétablissement du chapitre relatif aux subventions économiques, présentée par le Gouvernement* (p. 3963); Chap. 1170 : *Demande de renvoi du chapitre relatif aux enquêtes économiques, présentée par le Gouvernement* (p. 3966); Chap. 5080 : *Son amendement tendant à reprendre les chapitres prévoyant le remboursement de charges fiscales à certaines industries (exportations vers la zone dollar)* (p. 3974).

BERLIOZ (M. Joanny), Député de l'Isère.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Elu Conseiller de la République, donne sa démission de Député [23 décembre 1946] (p. 362).

BERTHOIN (M. Jean), Sénateur.

Secrétaire d'Etat à l'Intérieur

(Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin au 11 juillet 1950.

Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950) (p. 7131). — Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368).

BESSAC (M. Albert), Député du Lot.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 dé-

cembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'agriculture [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3014), [17 janvier 1950] (p. 299). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (ordonnance du 18 novembre 1944) [25 mars 1947] (p. 1040), [30 novembre 1948] (p. 7302), [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôt :

Le 28 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer, pour la campagne 1949-1950, le prix du tabac à la production au même taux que pour la campagne 1948-1949, n° 8863.

Interventions :

Son rapport, au nom du 9^e bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine (3^e circonscription) [28 novembre 1946] (p. 30). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 7 bis : *Son amendement tendant à prévoir l'assainissement de la circulation monétaire* [22 décembre 1947] (p. 6158). — Est entendu pour un fait personnel (*Gifle donnée par Mme Galicier*) [24 juin 1948] (p. 3937). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 12 : *Son amendement tendant à réduire la taxe de moitié pour les véhicules ayant huit ans d'âge* [18 septembre 1948] (p. 6686); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à différer la perception de l'impôt pour les automobilistes qui ne roulent pas* (p. 6687); *le retire* (ibid.); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 40 : *Son amendement tendant à bloquer les crédits de la deuxième tranche du reclassement* [27 décembre 1949] (p. 7414); Art. 27 bis : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers* [2 janvier 1950] (p. 5, 6). — des interpellations sur le prix du tabac à la production : *Discussion générale* [20 février 1951] (p. 1388); — des interpellations sur la poli-

tique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3398, 3399); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (défauts de la réforme électorale)* [27 avril 1951] (p. 4108); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (scandale des apparentements)* [7 mai 1951] (p. 4789) = S'excuse de son absence [8 février 1949] (p. 393). [15 mars 1949] (p. 1622), [6 juillet 1949] (p. 4256), [6 juillet 1949] (p. 4291), [26 décembre 1949] (p. 7242), [1^{er} février 1951] (p. 607), [28 avril 1951] (p. 4137). = Obtient des congés [8 février 1949], (p. 393), [15 mars 1949] (p. 1622), [6 juillet 1949] (p. 4291), [26 décembre 1949] (p. 7242), [1^{er} février 1951] (p. 607), [28 avril 1951] (p. 4137).

BESSET (M. Pierre), Député du Puy-de-Dôme.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale en vue de représenter cette Commission au sein de la Commission supérieure des comités d'entreprise [25 janvier 1947] (p. 1025). — Est nommé membre de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche d'Allier. (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276).

Dépôts :

Le 13 mai 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi modifiant la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail, n° 1311. — Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre